

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 03/03/2025

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES OUEST

zone industrielle de Pradervelinvas
56160 Guémené-Sur-Scorff

Références : 0007204397/2025/107
Code AIOT : 0007204397

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES OUEST implanté ZA des Beauxvallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES OUEST
- ZA des Beauxvallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis
- Code AIOT : 0007204397
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF Industries Ouest spécialisée dans la production de pièces moulées en polystyrène expansé est implantée sur 40 sites en France dont une unité de production sur la commune de SAINT-SAUVEUR D'AUNIS.

L'activité principale de l'établissement consiste en la fabrication de produits en polystyrène expansé utilisés en tant qu'emballages et calages pour l'industrie et pour l'agroalimentaire.

Le site est en cours de cessation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-46-25	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser sa notification de cessation d'activités auprès des services de la préfecture puis transmettre les attestations SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX à l'inspection, à l'avancement des étapes de cessation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.
Constats : A l'issue de la dernière visite d'inspection du 05/04/2023 sur le site KNAUF de Saint Sauveur d'Aunis, l'exploitant a répondu par courrier du 28/04/2023 sur les constats. Cette réponse intègrait

notamment des échéances de travaux sur 2023 ou 2024 pour mise en conformité des installations. Un arrêté de mise en demeure a été signé le 22/05/2023.

Depuis, l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/10/2023 a actualisé les prescriptions applicables au site au regard des modifications présentées par l'exploitant. L'arrêté de mise en demeure reste en vigueur.

L'inspection a été informée d'une éventuelle "reprise de la friche industrielle du site Knauf de Saint Sauveur d'Aunis" sans que l'exploitant n'ait notifié de cessation au préfet. Elle a sollicité l'exploitant par courriel du 29/09/2024, en lui rappelant les dispositions réglementaires de cessation d'activités ICPE (conformément à l'article 1.4.5 de l'arrêté préfectoral du 19/10/2023 précité) ou de changement d'exploitant, et en sollicitant des informations sur l'avancement des actions conduites au regard des différentes échéances et sur toute modification des conditions d'exploitation qui aurait lieu sur le site.

L'exploitant n'a pas répondu à l'inspection mais a adressé aux services de la Préfecture un courrier de notification de cessation d'activités, daté du 14/10/2024, reçu en Préfecture le 04/12/2024.

La préfecture a adressé, par courriel à l'exploitant une demande de compléter la notification. En effet, **la date de l'arrêt définitif des installations, la liste des terrains concernés et le calendrier associé** aux mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité de ces terrains n'étaient pas précisées. La préfecture n'a donc pas été en mesure de donner récépissé sans frais de la cessation.

À ce jour, l'exploitant n'a pas répondu à ce courrier. La présente visite a pour objet de faire un point sur la situation administrative et technique du site.

L'inspection a constaté sur site la présence d'une entreprise en charge du démantèlement des installations. Les bâtiments sont vidés des installations de production.

Les extincteurs ont été vérifiés en dernier lieu en mars 2023 selon les étiquettes apposées.

Selon le représentant de l'entreprise de démantèlement, leur intervention a démarré fin novembre 2024. Les installations électriques sont coupées, à l'exception des éclairages et des nécessités pour le démantèlement. Une cuve souterraine de carburant a été vidée, dégazée et inertée le 17/02/2024. Les autres cuves aériennes ont été démontées.

Une cuve de GNL est indiquée vidée alors que l'inspection constate qu'un manomètre dans l'armoire de commande indique une pression réservoir de 5.5 bar.

La présence de 3 bouteilles de gaz spéciaux et de produits finis (caisses en polystyrène, plusieurs m³, dans les bâtiments), et de déchets dangereux emballés en attente d'enlèvement (sous auvent extérieur) a été constatée. 5 IBC de déchets liquides en attente d'élimination ne sont pas placés sur rétention.

Le filtre de collecte des eaux pluviales est souillé de billes de polystyrène. Le vidage et le nettoyage des extérieurs et des équipements du site doit être finalisé.

Pendant la visite, un représentant de la société KNAUF a été appelé par la société de démantèlement. Lors de l'échange téléphonique avec l'inspection, il a précisé que les démarches de cessation réglementaires étaient en cours et que les éléments seraient prochainement transmis à la préfecture, accompagnés des attestations prévues par le code de l'environnement.

Il s'est engagé à transmettre sans délai les informations sur l'avancement de la cessation et des coordonnées de contact par courriel à l'inspection.

A ce stade, l'inspection n'a reçu aucun complément.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 8 jours, l'exploitant complète auprès des services de la préfecture la notification, telle que prévue au I de l'article R. 512-46-25. Il précise notamment la date de l'arrêt définitif des installations.

Il communique également des coordonnées de contacts (adresse postale, coordonnées téléphoniques, etc).

Il finalise les opérations de mise en sécurité et transmet dès que possible l'attestation "SECUR" à l'inspection puis met en œuvre l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la cessation d'activités du site.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 8 jours